



NOTE DE RECHERCHE



Indonésie – Source : Curt Carnemark/Banque mondiale

Lutte contre les changements climatiques, contrôle foncier et conflits en Asie du Sud-Est

Auteurs: Carol Hunsberger, Esteve Corbera and Chayan Vaddhanaphuti

Les politiques en matière de changements climatiques axées sur les terres se répercutent sur les écosystèmes et les moyens de subsistance, à la fois sur le plan local et à l'échelle du paysage. Des études de cas sur la conservation des forêts, les barrages hydroélectriques, la production de biocarburant et la reconstruction adaptée au climat après une catastrophe démontrent comment ces initiatives peuvent déclencher ou envenimer des conflits.

ENJEUX

Les initiatives d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci sont lancées pour de bonnes raisons : la hausse des températures mondiales menace le fondement écologique de la vie humaine. Toutefois, de nombreuses mesures prises dans le but d'atténuer les changements climatiques se répercutent négativement sur la vie et les moyens de subsistance des personnes. Les mesures axées sur les terres, notamment les programmes de conservation des forêts,

PRINCIPALES CONSTATIONS

- Souvent, la combinaison des efforts d'atténuation des changements climatiques et des initiatives de développement économique déclenche ou accentue les conflits
- Les stratégies d'adaptation aux changements climatiques peuvent renforcer le contrôle des terres et compromettre les luttes locales pour les droits
- Les instruments réglementaires destinés à la résolution des conflits fonciers sont souvent inefficaces en raison de facteurs qui n'ont pas été envisagés lors de leur élaboration
- Les décideurs doivent mettre l'accent sur les dynamiques des paysages plutôt que sur un projet en particulier, faire de l'équité sociale un critère fondamental de l'évaluation des interventions liées au climat et écouter les acteurs communautaires et les mouvements sociaux

les projets d'infrastructure d'énergies renouvelables et la production de cultures destinées aux biocarburants, peuvent pérenniser ou aggraver les conflits et les inégalités du fait qu'elles changent les conditions écologiques et les tendances relatives au contrôle foncier – à l'échelle locale et de manière cumulative dans l'ensemble des paysages. Les acteurs qui prennent des décisions concernant les mesures de lutte contre les changements climatiques doivent bien comprendre ces résultats possibles et les prendre en considération.

Lorsque les processus fonciers comprennent l'achat ou la location à long terme de vastes étendues de terre, les médias, les ONG et les universitaires incluent ces processus dans le phénomène d'« accaparement des terres » (Borras et coll., 2011). On emploie le terme « accaparement vert » pour désigner ces transactions lorsqu'elles sont liées à la lutte contre les changements climatiques et à d'autres objectifs environnementaux (Fairhead, Leach et Scoones, 2012). Les « accaparements » effectués pour des motifs environnementaux et de développement économique peuvent se chevaucher et s'entrecroiser dans un même paysage, entraînant des débordements politiques et écologiques.

Un paysage peut désigner une zone plus grande qu'une ferme, mais plus petite qu'une région, où les dimensions physiques, écologiques et humaines se façonnent mutuellement (Batterbury et Bebbington, 1999; Vaccaro et Norman, 2008). Le fait de se concentrer sur le paysage permet de faire ressortir les tendances et les effets cumulatifs qu'on n'obtient pas en mettant l'accent sur les projets individuels ou sur les parcelles. À titre d'exemple, si des personnes sont déplacées d'un site en raison de changements dans le contrôle foncier, la dynamique sociale des conflits peut se déplacer ou s'étendre. De même, la nature des ressources disputées dans une zone donnée (notamment des terres, de l'eau ou des forêts) peut également changer à cause des répercussions des activités réalisées dans les zones environnantes (comme le lessivage des terres cultivées, les barrages ou l'intensification de la chasse et du ramassage de bois de chauffage dans de plus petites zones). Par conséquent, les conflits fondés sur les ressources ne font pas qu'éclater ou s'intensifier dans un endroit donné; ils peuvent se déplacer au-delà des limites physiques et administratives.

Parfois, les conflits liés aux terres prennent la forme d'expulsions physiques ou de violence armée, mais peuvent également se traduire par plusieurs autres interventions de la population locale pour repousser les projets qui se répercutent sur leurs terres et leurs moyens de subsistance. Par exemple, la résistance locale peut comprendre le refus de céder des terres destinées à de nouvelles entreprises, la prise de mesures pour entraver l'exécution de projets (p. ex. bloquer des routes, retirer les piquets d'arpentage) ou le refus de participer à des projets d'atténuation ou d'adaptation. Dans certains pays aux prises avec un déficit démocratique ou des cadres de gouvernance foncière faibles, l'appareil étatique peut réprimer ou contrôler sévèrement ces mobilisations.

De nouvelles approches de recherche et des données empiriques sont nécessaires pour permettre de prendre des mesures concrètes de lutte contre les changements climatiques sans accentuer les clivages sociaux. Pour étudier la relation entre les stratégies de lutte contre les changements climatiques, le contrôle des terres et les conflits, les chercheurs Carol Hunsberger (Université Western), Esteve Corbera (Université autonome de Barcelone) et Chayan Vaddhanaphuti (Université de Chiang Mai) ont synthétisé les études de cas concernant le Cambodge, l'Indonésie, le Myanmar, les Philippines et le Vietnam.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

Souvent, la combinaison des efforts d'atténuation des changements climatiques et des initiatives de développement économique déclenche ou accentue les conflits

Dans un même paysage de Prey Lang, au Cambodge, le gouvernement a, de manière simultanée, approuvé un projet de conservation des forêts et ouvert des terres à l'extraction de ressources en accordant de multiples concessions pour l'exploitation forestière et minière et l'agriculture de plantation (Work et Thuon, 2017).

La ligne de démarcation entre les projets environnementaux et les projets industriels est devenue très floue : un projet de « restauration forestière » mis en œuvre sur 34 000 hectares dans le cadre d'un partenariat public-privé a transformé une forêt naturelle et des rizières communautaires en plantations d'arbres monoculturels. Work et Thuon (2017) résument les répercussions collectives du projet comme suit : « les résidents sont aux prises avec la destruction de leur paysage naturel par des entreprises, avec des initiatives de conservation visant à réduire les émissions de carbone qui les empêchent d'accéder à ce qui n'a pas été détruit et avec des politiques qui divisent la solidarité communautaire et appuient les activités de gouvernements corrompus ».

On retrouve en Indonésie un autre exemple de projets liés aux changements climatiques et de projets industriels qui se chevauchent à l'échelle du paysage. Au Kalimantan occidental, un projet REDD+, les plantations forestières, l'huile de palme, l'aquaculture et l'exploitation de la bauxite et de l'or ont des effets combinés sur le fleuve Kapuas en termes de qualité de l'eau, de populations de poissons et de la perte de biodiversité, ce qui exacerbe les divisions sociales (Pye, Radjawali, et Julia, 2017). Bien que les effets cumulatifs de ces bouleversements écologiques présentent des défis de taille, ils offrent la possibilité d'établir des liens avec les luttes contre les accaparements de terres individuels.

Les stratégies d'adaptation aux changements climatiques peuvent renforcer le contrôle des terres et compromettre les luttes locales pour les droits

Sur l'île Sicogon aux Philippines, la reconstruction adaptée au climat après le passage du typhon Haiyan a donné une nouvelle tournure à un conflit sur les droits fonciers entre les propriétaires fonciers, les pêcheurs et une entreprise de tourisme (Uson, 2017). Le typhon a détruit une grande partie des maisons, de l'équipement de pêche et des jardins sur l'île. Quand l'État a demandé à des entreprises privées d'adopter des zones fortement endommagées et de commanditer leur réhabilitation, Ayala Corporation, qui avait déjà des plans d'expansion pour ses activités touristiques, s'est engagé à réhabiliter l'île Sicogon. Cependant, l'entreprise a distribué de manière sélective des produits de première nécessité et a empêché la distribution de matériaux destinés à la reconstruction des maisons. Finalement, l'entreprise a offert aux familles de pêcheurs un choix difficile : accepter un paiement en espèces ou une maison et un terrain sur le continent, renoncer à tous les droits de demeurer sur l'île et avoir accès aux produits de première nécessité, ou refuser l'offre et ne rien recevoir. Le désespoir a contraint bien des familles à renoncer à leurs revendications foncières en échange d'un soutien financier et d'une aide pour le logement. Dans cette situation, déléguer les efforts humanitaires après la catastrophe à une compagnie privée qui avait des intérêts particuliers, a étouffé une lutte qui aurait possiblement transformé la dynamique sociale – tout en faisant fond sur le discours de l'adaptation aux changements climatiques (Uson, 2017).

Les instruments réglementaires destinés à la résolution des conflits fonciers sont souvent inefficaces en raison de facteurs qui n'ont pas été envisagés lors de leur élaboration

Les mesures pour résoudre les conflits risquent de ne pas fonctionner, notamment en raison de la convergence de nombreux conflits qui ne peuvent pas être résolus à l'aide d'un seul instrument; des différentes interprétations d'un même instrument par différents acteurs; du pluralisme juridique et de l'incapacité ou du refus de l'État de favoriser la « primauté du droit » (Franco, Park, et Herre, 2017).

Néanmoins, des mouvements sociaux transnationaux comme La Via Campesina et le Forum international des peuples autochtones sur les changements climatiques ont réalisé un travail important en accordant une attention particulière aux liens entre les mesures de lutte contre les changements climatiques et les conflits agraires sur la scène internationale (Claeys et Delgado Pugley, 2017).

RÉFLEXIONS STRATÉGIQUES

Mettre l'accent sur les paysages plutôt que sur les projets

Les liens entre les mesures de lutte contre les changements climatiques, les changements dans le contrôle foncier et les conflits peuvent seulement être réellement compris si l'on regarde au-delà des limites territoriales de projets en particulier (Hunsberger et coll. 2017). Les effets cumulatifs des projets de lutte contre les changements climatiques, de l'extraction de ressources et des activités agricoles et industrielles dans un même paysage peuvent amplifier certains problèmes, notamment le déplacement de personnes, une compétition accrue pour les ressources et l'épuisement écologique de ces dernières. Des outils comme une évaluation des répercussions régionales doivent être utilisés pour anticiper et minimiser ces effets cumulatifs.

Faire de l'équité sociale un critère fondamental de l'évaluation des interventions liées au climat

Selon les écrits sur la « transition juste » (Newell et Mulvaney, 2013; Heffron et McCauley, 2018), les décisions sur les interventions liées au climat doivent tenir compte des répercussions de ces interventions sur les plans de la justice et de l'équité. Pour faire une place de choix aux résultats sociaux, il faut élargir la portée des politiques de lutte contre les changements climatiques pour qu'elles aillent au-delà de la simple réduction des émissions et de la promotion de la croissance économique. Il s'agit également de composer avec les défis de la gouvernance à diverses échelles spatiales et de prendre en compte les injustices passées tout en protégeant les droits des futures générations.

Il est difficile de créer un espace pour les débats publics et de reconnaître l'autonomie de systèmes juridiques parallèles (traditionnel ou autochtone), mais ce sont là des étapes importantes pour progresser dans cette direction.

Écouter les acteurs communautaires et les mouvements sociaux

Les chercheurs et les acteurs locaux peuvent et doivent collaborer pour acquérir des connaissances à propos des liens entre les mesures de lutte contre les changements climatiques, le contrôle foncier et les conflits (Hunsberger et coll., 2017). Favoriser les alliances entre les militants locaux et les mouvements nationaux ou transnationaux peut faire évoluer les luttes pour les droits d'une échelle locale à une plus grande échelle, ce qui, en retour, permet de tirer parti de stratégies et d'outils plus efficaces pour chercher des solutions – surtout où les représentants locaux ou de l'État ne sont pas réceptifs aux demandes locales (Claeys et Delgado Pugley, 2017; Franco, Park, et Herre, 2017).

Références

- Batterbury, S. P. J., and A. J. Bebbington. 1999. "Environmental Histories, Access to Resources and Landscape Change: An Introduction." *Land Degradation & Development* 10 (4): 279–289.
- Borras, Saturnino M, Ruth Hall, Ian Scoones, Ben White, and Wendy Wolford. 2011. "Towards a Better Understanding of Global Land Grabbing: An Editorial Introduction." *The Journal of Peasant Studies* 38 (2): 209–16.
- Claeys, Priscilla, and Deborah Delgado Pugley. 2017. "Peasant and Indigenous Transnational Social Movements Engaging with Climate Justice." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 325–40.
- Fairhead, James, Melissa Leach, and Ian Scoones. 2012. "Green Grabbing: A New Appropriation of Nature?" *Journal of Peasant Studies* 39 (2): 237–61.
- Franco, Jennifer, Clara Mi Young Park, and Roman Herre. 2017. "Just Standards: International Regulatory Instruments and Social Justice in Complex Resource Conflicts." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 341–59.
- Heffron, Raphael J., and Darren McCauley. 2018. "What Is the 'Just Transition'?" *Geoforum* 88 (January): 74–77.
- Hunsberger, C., E. Corbera, S.M. Borras, J.C. Franco, K. Woods, C. Work, R. de la Rosa, et al. 2017. "Climate Change Mitigation, Land Grabbing and Conflict: Towards a Landscape-Based and Collaborative Action Research Agenda." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 305–24.
- Newell, Peter, and Dustin Mulvaney. 2013. "The Political Economy of the 'Just Transition.'" *The Geographical Journal* 179 (2): 132–40.
- Pye, Oliver, Irendra Radjawali, and Julia. 2017. "Land Grabs and the River: Eco-Social Transformations along the Kapuas, Indonesia." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 378–94.
- Uson, Maria Angelina M. 2017. "Natural Disasters and Land Grabs: The Politics of Their Intersection in the Philippines Following Super Typhoon Haiyan." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 414–30.
- Vaccaro, Ismael, and Karma Norman. 2008. "Social Sciences and Landscape Analysis: Opportunities for the Improvement of Conservation Policy Design." *Journal of Environmental Management* 88 (2): 360–371.

Work, Courtney, and Ratha Thuon. 2017. "Inside and Outside the Maps: Mutual Accommodation and Forest Destruction in Cambodia." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38 (3): 360–77.

La présente note de recherche a été rédigée par Hunsberger, C., Corbera, E. et Vaddhanaphuti, C. Il s'appuie sur les principales constatations de l'article de revue suivant :

Corbera, E., Hunsberger, C., and Vaddhanaphuti, C. 2017. "Climate policies, land grabbing and conflict: perspectives from Southeast Asia." *Canadian Journal of Development Studies / Revue Canadienne d'études Du Développement* 38(3): 297-304. <https://doi.org/10.1080/02255189.2017.1343413>

Citation

Hunsberger, C, Corbera, E et Vaddhanaphuti, C. 2019. « Politiques en matière de changements climatiques, contrôle foncier et conflits en Asie du Sud-Est » Série de notes de recherche de la RCED, Revue canadienne d'études du développement, Canada.

La présente note de recherche a été réalisée à l'aide du soutien financier du gouvernement du Canada fourni par l'entremise d'Affaires mondiales Canada et de l'Association canadienne d'études du développement international. Le contenu de cette publication ne reflète d'aucune façon les politiques ou la position officielle d'Affaires mondiales Canada. L'exactitude de l'information et des commentaires engagent uniquement la responsabilité des auteurs. Veuillez noter que certaines ressources citées dans cette note de recherche peuvent ne pas exister dans les deux langues officielles.

NOS PARTENAIRES



Global Affairs
Canada

Affaires mondiales
Canada